Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sherbrooke

Code géographique : 43027

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire

Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S4

États financiers consolidés audités S5 - S25

Renseignements consolidés non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements non audités S35 - S57

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), François Poulette, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sherbrooke pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-16 Signature

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Sherbrooke inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

De plus, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 20 des états financiers consolidés, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été retraités.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers consolidés, qui précise que la Ville de Sherbrooke a adopté le chapitre SP3410 « Paiements de transfert » de façon prospective alors que le MAMROT recommande une adoption rétroactive, avec redressement des soldes de début de l'exercice comparatif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A119354

DATE 2014-06-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu' un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant des immobilisations pour lesquels les travaux ont été réalisés, mais dont les transferts en vertu des programme d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La modification de méthode comptable sur les paiements de transferts, appliquée de façon prospective, a eu pour effet de réduire les débiteurs de 25 591 995 $ et de réduire les revenus de transferts de 25 591 995 $ au 1er janvier 2013.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Ville de Sherbrooke inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autres points

Comptabilisation des paiements de transfert
Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé précédemment découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

Le nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation. Je considère que les représentants des gouvernements sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus.

Claude Cournoyer, CPA auditeur, CGA, MBA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE 2014-06-16

S7

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	166 100 637	172 407 650	174 286 235			174 286 235
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 706 510	20 291 400	20 408 720			20 344 787
Quotes-parts	3					14 654 937	
Transferts	4	16 764 697	14 716 050	15 593 968		6 839 729	22 433 697
Services rendus	5	151 917 938	153 627 300	161 335 524		25 338 509	176 004 476
Imposition de droits	6	10 135 384	8 259 150	8 058 276			8 058 276
Amendes et pénalités	7	6 121 762	6 477 500	6 011 433			6 011 433
Intérêts	8	1 549 721	1 250 000	1 502 254		191 658	1 684 831
Autres revenus	9	2 324 880	395 000	4 644 847		3 743 419	6 680 249
	10	375 621 529	377 424 050	391 841 257		50 768 252	415 503 984
Investissement							
Taxes	11			2 441			2 441
Quotes-parts	12						
Transferts	13	10 435 569	6 749 000	(888 788)		(7 543 550)	(8 432 338)
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	11 908 852		16 523 804			16 523 804
Autres	15	29 411		1 632 077		46 000	1 678 077
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	22 373 832	6 749 000	17 269 534		(7 497 550)	9 771 984
	18	397 995 361	384 173 050	409 110 791		43 270 702	425 275 968
Charges							
Administration générale	19	31 667 110	36 128 200	34 257 303	2 171 842		36 169 124
Sécurité publique	20	52 516 067	53 859 750	50 701 807	2 949 211		53 651 018
Transport	21	40 130 900	46 986 600	44 896 686	14 225 699	32 360 922	77 136 542
Hygiène du milieu	22	32 039 136	30 458 050	30 345 636	12 431 453	3 618 329	44 522 854
Santé et bien-être	23	3 262 465	2 873 500	3 387 859	71 669		3 459 528
Aménagement, urbanisme et développement	24	17 829 862	17 295 750	18 946 286	2 041 682	10 426 716	20 992 589
Loisirs et culture	25	32 294 967	35 094 150	34 205 811	3 984 312	2 036 718	40 031 842
Réseau d'électricité	26	109 472 169	111 094 550	118 441 453	7 137 230		125 578 683
Frais de financement	27	20 634 568	19 140 950	18 143 683		1 340 331	19 474 933
Amortissement des immobilisations	28	41 449 903	31 598 600	45 013 098	(45 013 098)		
	29	381 297 147	384 530 100	398 339 622		49 783 016	421 017 113
Excédent (déficit) de l'exercice	30	16 698 214	(357 050)	10 771 169		(6 512 314)	4 258 855

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S8

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 698 214	(357 050)	10 771 169	(6 512 314)	4 258 855
Moins: revenus d'investissement	2	(22 373 832)	(6 749 000)	(17 269 534)	((7 497 550))	(9 771 984)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(5 675 618)	(7 106 050)	(6 498 365)	985 236	(5 513 129)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	41 449 903	31 598 600	45 013 098	4 699 678	49 712 776
Produit de cession	5	370 475	2 400 000	3 344 325	86	3 344 411
(Gain) perte sur cession	6	(9 063)	(220 000)	(1 807 029)	34 259	(1 772 770)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	41 811 315	33 778 600	46 550 394	4 734 023	51 284 417
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	305 760		1 941 809		316 540
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	305 760		1 941 809		316 540
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12				189 325	189 325
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				239 826	239 826
	15				429 151	429 151
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	6 902 580	8 217 000	42 509 793	679 907	43 189 700
Remboursement de la dette à long terme	17	(31 581 806)	(35 309 300)	(35 963 777)	(4 501 662)	(40 465 439)
	18	(24 679 226)	(27 092 300)	6 546 016	(3 821 755)	2 724 261
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 376 129)	(1 107 000)	(4 783 347)	(826 580)	(5 609 927)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				395 978	395 978
Excédent de fonctionnement affecté	21	6 818 600	9 061 950	6 061 950	1 525 000	7 586 950
Réserves financières et fonds réservés	22	(8 838 537)	(4 759 200)	(38 763 307)	(134 530)	(38 897 837)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 622 287)	(2 776 000)	(2 736 615)	(518 347)	(3 254 962)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(6 018 353)	419 750	(40 221 319)	441 521	(39 779 798)
	26	11 419 496	7 106 050	14 816 900	1 782 940	14 974 571
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 743 878		8 318 535	2 768 176	9 461 442

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S9

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	22 373 832	6 749 000	17 269 534	(7 497 550)	9 771 984
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(1 018 255)	(1 274 500)	(1 441 132)	( )	(1 441 132)
Sécurité publique	3	(1 105 570)	(4 955 500)	(1 703 652)	( )	(1 703 652)
Transport	4	(22 378 832)	(32 231 000)	(24 466 160)	(2 537 904)	(27 004 064)
Hygiène du milieu	5	(20 209 006)	(15 706 000)	(44 835 967)	(4 204 137)	(49 040 104)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 847 595)	(2 145 000)	(2 139 849)	(154 852)	(2 294 701)
Loisirs et culture	8	(9 451 536)	(6 993 400)	(4 754 369)	(3 406)	(4 757 775)
Réseau d'électricité	9	(12 854 481)	(10 454 000)	(14 638 512)	( )	(14 638 512)
	10	(69 865 275)	(73 759 400)	(93 979 641)	(6 900 299)	(100 879 940)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(7 000)	( )	(2 708 444)	( )	(1 083 175)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	(194 324)	(194 324)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	27 111 213	57 665 400	75 813 265	11 184 200	86 997 465
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 376 129	1 107 000	4 783 347	826 580	5 609 927
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 593 350				
Excédent de fonctionnement affecté	16	50 000		27 800		27 800
Réserves financières et fonds réservés	17	8 544 950	8 238 000	8 290 000	69 000	8 359 000
	18	13 564 429	9 345 000	13 101 147	895 580	13 996 727
	19	(29 196 633)	(6 749 000)	(7 773 673)	4 985 157	(1 163 247)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(6 822 801)		9 495 861	(2 512 393)	8 608 737

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 698 214	(357 050)	10 771 169	(6 512 314)	4 258 855
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(69 865 275)	(73 759 400)	(93 979 641)	(6 900 299)	(100 879 940)
Produit de cession	3	370 475	2 400 000	3 344 325	86	3 344 411
Amortissement	4	41 449 903	31 598 600	45 013 098	4 699 678	49 712 776
(Gain) perte sur cession	5	(9 063)	(220 000)	(1 807 029)	34 259	(1 772 770)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(28 053 960)	(39 980 800)	(47 429 247)	(2 166 276)	(49 595 523)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	298 767		(766 641)		(766 641)
Variation des stocks de fournitures	9	(1 076 691)		(75 343)	26 028	(49 315)
Variation des autres actifs non financiers	10	(133 068)		(43 423)	(804 897)	(848 320)
	11	(910 992)		(885 407)	(778 869)	(1 664 276)
	12	(12 266 738)	(40 337 850)	(37 543 485)	(9 457 459)	(47 000 944)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(12 266 738)	(40 337 850)	(37 543 485)	(9 457 459)	(47 000 944)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(372 895 465)		(380 254 403)	(9 613 381)	(389 867 784)
Redressement aux exercices antérieurs	16	4 907 800				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(367 987 665)		(380 254 403)	(9 613 381)	(389 867 784)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(380 254 403)		(417 797 888)	(19 070 840)	(436 868 728)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S11

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012	2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	180 000	150 000	6 438 979	6 588 979
Placements temporaires	2			2 218 814	2 218 814
Débiteurs (note 5)	3	108 562 530	97 138 622	5 685 510	102 454 408
Prêts (note 6)	4			679 581	679 581
Placements à long terme (note 7)	5	3 200 801	3 862 563	1 970 423	5 832 986
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		22 380 110	(3 215 249)	19 164 861
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	111 943 331	123 531 295	13 778 058	136 939 629
PASSIFS					
Découvert bancaire	10	8 423 630	5 613 209		5 613 209
Emprunts temporaires (note 10)	11	25 900 000	41 000 000	1 235 000	42 235 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	70 849 348	69 445 837	6 563 529	75 639 642
Revenus reportés (note 12)	13	20 537 988	13 584 348	235 426	13 819 774
Dette à long terme (note 13)	14	342 377 598	411 685 789	24 814 943	436 500 732
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 109 170			
	16	492 197 734	541 329 183	32 848 898	573 808 357
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note14)	17	(380 254 403)	(417 797 888)	(19 070 840)	(436 868 728)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	890 214 815	934 813 612	40 510 514	975 324 126
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 180 828	6 777 919		6 777 919
Stocks de fournitures	20	7 402 428	7 477 771	511 532	7 989 303
Autres actifs non financiers (note 17)	21	259 067	302 490	998 727	1 301 217
	22	901 057 138	949 371 792	42 020 773	991 392 565
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	10 750 466	12 687 506	7 509 250	20 196 756
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	24 425 592	57 299 653	2 645 916	59 945 569
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(48 170 846)	(135 121 103)	(2 185 508)	(137 306 611)
Financement des investissements en cours	26	(24 119 646)	(16 732 794)	(3 278 923)	(20 011 717)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	557 917 169	613 440 642	18 259 198	631 699 840
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	520 802 735	531 573 904	22 949 933	554 523 837

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 698 214	10 771 169	(6 512 314)	4 258 855
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	41 449 903	45 013 098	4 699 678	49 712 776
Autres					
- (Gain)perte cession immo	3	(9 063)	(1 807 029)	34 259	(1 772 770)
- Voir note 25	4		17 205 961	8 625 860	25 831 821
	5	58 139 054	71 183 199	6 847 483	78 030 682
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	259 228	(5 782 053)	(2 012 954)	(7 425 283)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(5 494 865)	(1 403 511)	1 760 361	(12 874)
Revenus reportés	9	13 216 352	(6 953 640)	(770 122)	(7 723 762)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(7 995 322)	(46 489 280)	471 200	(46 018 080)
Propriétés destinées à la revente	11	298 767	(766 641)		(766 641)
Stocks de fournitures	12	(1 076 691)	(75 343)	26 028	(49 315)
Autres actifs non financiers	13	(133 068)	(43 423)	(804 897)	(848 320)
	14	57 213 455	9 669 308	5 517 099	15 186 407
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(69 865 275)	(93 979 641)	(6 900 299)	(100 879 940)
Produit de cession	16	370 475	3 344 325	86	3 344 411
	17	(69 494 800)	(90 635 316)	(6 900 213)	(97 535 529)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	(194 324)	(194 324)
Remboursement ou cession	19			189 325	189 325
Variation nette des placements temporaires	20			1 805 174	1 805 174
Variation nette des autres placements à long terme	21	(257 093)	(661 762)	(49 415)	(711 177)
	22	(257 093)	(661 762)	1 750 760	1 088 998
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	32 659 884	109 870 416	4 097 900	113 968 316
Remboursement de la dette à long terme	24	(34 139 765)	(39 721 008)	(4 380 726)	(44 101 734)
Variation nette des emprunts temporaires	25	9 900 000	15 100 000	852 805	15 952 805
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	51 381	(841 217)	(8 982)	(850 199)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	8 471 500	84 408 191	560 997	84 969 188
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 066 938)	2 780 421	928 643	3 709 064
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(4 176 692)	(8 243 630)	5 510 336	(2 733 294)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	(8 243 630)	(5 463 209)	6 438 979	975 770

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Rémunération	1	94 158 718	99 035 150	96 016 951	17 683 208	113 700 159
Charges sociales	2	27 127 072	31 709 050	27 749 550	5 355 547	33 105 097
Biens et services	3	160 423 692	164 852 800	171 220 789	19 590 791	188 074 720
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	13 182 888	14 535 750	13 686 552	518 821	14 196 292
D'autres organismes municipaux	5	48 318	43 050	13 034		13 034
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 336 158	1 233 700	1 201 372	226 362	1 427 734
D'autres tiers	7	241	150	165		165
Autres frais de financement	8	6 066 963	3 328 300	3 242 560	595 148	3 837 708
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	14 091 914	14 591 950	14 645 071		
Autres	10	4 119 156	5 022 250	4 252 855		3 490 528
Autres organismes	11	16 117 119	15 582 650	16 285 446	769 410	9 727 939
Amortissement des immobilisations	12	41 449 903	31 598 600	45 013 098	4 699 678	49 712 776
Autres						
- Autres	13	3 175 005	2 996 700	5 012 179	344 051	3 730 961
-	14					
-	15					
	16	381 297 147	384 530 100	398 339 622	49 783 016	421 017 113

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Revenus				
Taxes	1	172 407 650	174 288 676	166 100 637
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 291 400	20 344 787	20 636 553
Quotes-parts	3			
Transferts	4	28 660 558	14 001 359	35 104 775
Services rendus	5	169 740 406	176 004 476	165 753 914
Imposition de droits	6	8 259 150	8 058 276	10 135 384
Amendes et pénalités	7	6 477 500	6 011 433	6 121 762
Intérêts	8	1 296 142	1 684 831	1 789 571
Autres revenus	9	3 416 953	24 882 130	17 297 038
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	410 549 759	425 275 968	422 939 634
Charges				
Administration générale	12	37 561 400	36 169 124	33 487 920
Sécurité publique	13	55 245 050	53 651 018	55 120 358
Transport	14	75 483 200	77 136 542	70 415 813
Hygiène du milieu	15	43 132 621	44 522 854	45 259 665
Santé et bien-être	16	2 945 200	3 459 528	3 334 134
Aménagement, urbanisme et développement	17	21 262 879	20 992 589	21 440 174
Loisirs et culture	18	39 074 608	40 031 842	37 558 337
Réseau d'électricité	19	115 878 650	125 578 683	116 063 887
Frais de financement	20	20 650 707	19 474 933	21 932 238
	21	411 234 315	421 017 113	404 612 526
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(684 556)	4 258 855	18 327 108
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		550 264 982	527 030 074
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			4 907 800
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		550 264 982	531 937 874
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		554 523 837	550 264 982

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(684 556)	4 258 855	18 327 108
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(95 456 363)	(100 879 940)	(74 130 635)
Produit de cession	3	2 400 000	3 344 411	388 071
Amortissement	4	36 042 181	49 712 776	45 623 066
(Gain) perte sur cession	5	(220 000)	(1 772 770)	50 139
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(57 234 182)	(49 595 523)	(28 069 359)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(766 641)	298 767
Variation des stocks de fournitures	9		(49 315)	(1 053 665)
Variation des autres actifs non financiers	10		(848 320)	(98 940)
	11		(1 664 276)	(853 838)
	12	(57 918 738)	(47 000 944)	(10 596 089)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(57 918 738)	(47 000 944)	(10 596 089)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(389 867 784)	(384 179 495)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			4 907 800
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(389 867 784)	(379 271 695)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(436 868 728)	(389 867 784)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	6 588 979	5 690 336
Placements temporaires	2	2 218 814	4 023 988
Débiteurs (note 5)	3	102 454 408	120 621 120
Prêts (note 6)	4	679 581	974 986
Placements à long terme (note 7)	5	5 832 986	5 061 231
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	19 164 861	
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	136 939 629	136 371 661
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	5 613 209	8 423 630
Emprunts temporaires (note 10)	11	42 235 000	26 282 195
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	75 639 642	75 652 516
Revenus reportés (note 12)	13	13 819 774	21 543 536
Dette à long terme (note 13)	14	436 500 732	367 484 349
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		26 853 219
	16	573 808 357	526 239 445
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(436 868 728)	(389 867 784)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	975 324 126	928 559 053
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 777 919	3 180 828
Stocks de fournitures	20	7 989 303	7 939 988
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 301 217	452 897
	22	991 392 565	940 132 766
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	554 523 837	550 264 982

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 258 855	18 327 108
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	49 712 776	45 623 066
Autres			
- (Gain) perte sur cession immo	3	(1 772 770)	50 139
- Voir note 25	4	25 831 821	410 072
	5	78 030 682	64 410 385
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 425 283)	291 253
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(12 874)	(6 236 753)
Revenus reportés	9	(7 723 762)	12 585 356
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(46 018 080)	(7 749 822)
Propriétés destinées à la revente	11	(766 641)	298 767
Stocks de fournitures	12	(49 315)	(1 053 665)
Autres actifs non financiers	13	(848 320)	(98 939)
	14	15 186 407	62 446 582
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(100 879 940)	(74 130 635)
Produit de cession	16	3 344 411	388 071
	17	(97 535 529)	(73 742 564)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(194 324)	(866 668)
Remboursement ou cession	19	189 325	78 368
Variation nette des placements temporaires	20	1 805 174	126 012
Variation nette des autres placements à long terme	21	(711 177)	(308 370)
	22	1 088 998	(970 658)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	113 968 316	35 826 984
Remboursement de la dette à long terme	24	(44 101 734)	(38 028 060)
Variation nette des emprunts temporaires	25	15 952 805	10 282 195
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(850 199)	43 552
Autres			
-	27		
-	28		
	29	84 969 188	8 124 671
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	3 709 064	(4 141 969)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(2 733 294)	1 408 675
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	975 770	(2 733 294)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants, dans les proportions indiquées :

- Destination Sherbrooke - 100 %
- Société de transport de Sherbrooke - 100 %
- Animation centre-ville Sherbrooke - 100 %
- Corporation de développement commercial de Sherbrooke - 100 %
- Sherbrooke, Innopole - 100 %
- Régie de récupération de l'Estrie - 58,45 % (59,23 % en 2012)
- Régie intermunicipale du centre de valorisation des matières résiduelles du Haut-Saint-François et de Sherbrooke - 50 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Dans le cadres de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction de la Ville doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, les durées de vie utile des actifs à long terme, les avantages sociaux futurs dans le cadre des régimes de retraite à prestations déterminées, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles, la provision pour contestation d'évaluation et activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

- Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

- Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

C) Actifs financiers

La trésorerie et équivalent de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à la date d'acquisition.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.
La valeur nette de réalisation représente la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,50 à 6,67 %
Réseau d'électricité : 2,50 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Bâtiments : 2,50 %
Améliorations locatives : 6,67 %
Véhicules : de 5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau : de 10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 10 %
Autres : de 5 % à 10 %

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées étant donné que celui-ci est un régime à employeurs multiples administrés par la commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités, ainsi qu'un maintien des avantages sociaux durant la période d'invalidité.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations, au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur lissée sur une période de cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, en vertu des mesures d'allègement, ce montant n'est pas amorti.
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées sur la durée restante de la DMERCA à partir du 1er janvier 2009.
  - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés, ce montant n'est pas amorti.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
  - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
  - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 sur une période de 25 ans.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Placements et prêts

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et d'autres titres, sont présentés au coût ou à la juste valeur, selon le moins élevé des deux.

Les prêts sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Les placements à long terme à titre d'investissement sont présentés au coût et sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Les placements à long terme à des fins de trésorerie sont présentés au plus faible du coût et de la juste valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs non financiers sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des évènements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville assume pour une période estimée à 25 ans les coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides qu'elle a exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des dépenses liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, « Paiements de transfert»

La Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit les critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la Ville, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraitées.

La modification de méthode comptable sur les paiements de transferts, appliquée de façon prospective, a eu pour effet de réduire les débiteurs de 25 591 995 $ et de réduire les revenus de transferts de 25 591 995 $ au 1er janvier 2013.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	150 000	180 000
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	4 766 584	4 055 407

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	11 535 971	8 460 268
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	36 931 440	50 373 448
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	4 957 092	14 851 829
Organismes municipaux	8	218 386	557 613
Autres			
- Divers, droits de mutation	9	14 834 754	14 221 388
- Usagers réseau d'électricité	10	33 976 765	32 156 574
	11	102 454 408	120 621 120
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	7 721 058	31 760 620
Organismes municipaux	13	172 430	557 613
Autres tiers	14	459 089	491 601
	15	8 352 577	32 809 834
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 119 256	1 095 234

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Voir note	19	679 581	974 986
-	20		
	21	679 581	974 986

Note

	2013	2012
Prêts - Fonds local d'investissement, 7,5 % à 8,75 % échéant jusqu'en 2018	312 835 $	318 143 $
Prêts - Fonds local de solidarité, 8 % échéant jusqu'en 2017	305 079 $	387 674 $
Autres, 0 % à 10 %, échéant jusqu'en 2017	61 667 $	269 169 $
	679 581 $	974 986 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	1 066 402	1 005 824
Autres placements	23	4 766 584	4 055 407
	24	5 832 986	5 061 231

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de participations dans les différents F.I.E.R. de la région.

Les autres placements à long terme sont affectés au fonds d'amortissement et aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Ils portent intérêts à des taux variant de 1,0 % à 4,3 % et échéant à différentes dates jusqu'en septembre 2017.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	20 390 261	(25 264 019)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(1 225 400)	(1 589 200)
	27	19 164 861	(26 853 219)
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	17 962 420	18 855 420
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	198 700	(4 109 800)
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	6 288	5 254
Régimes de retraite des élus municipaux	32	211 778	216 647
	33	18 379 186	14 967 521

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville et ses organismes bénéficient d'une ouverture de crédit bancaire maximum de 189 941 050 $, au taux préférentiel (3 %), renégociable annuellement.

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	47 729 154	42 020 153
Salaires et avantages sociaux	38	13 026 280	19 012 510
Dépôts et retenues de garantie	39	3 665 980	3 623 983
Provision pour contestations d'évaluation	40	413 304	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	7 131 247	7 195 469
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	42	3 659 677	3 548 590
- Autres	43	14 000	251 811
-	44		
-	45		
-	46		
	47	75 639 642	75 652 516

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 273 258	1 442 361
Transferts	49	139 567	838 958
Autres			
- RRÉM et Autres	50	3 692 978	10 116 273
- Usagers réseau d'électricité	51	8 713 971	9 145 944
	52	13 819 774	21 543 536

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2013	2012
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	8,00	2014	2023	53	383 861 414	311 540 455
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,69	5,19	2014	2031	57	16 973 954	18 132 413
Organismes municipaux	1,10	4,90	2014	2017	58	2 321 200	2 737 050
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,42	5,94	2014	2047	59	34 348 662	35 141 346
Autres	4,37	4,37	2014	2014	60	1 659 169	1 746 553
					61	439 164 399	369 297 817
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(2 663 667)	(1 813 468)
					63	436 500 732	367 484 349

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2013
2014	64		72	49 874 967	80	2 703 412	89	2 794 390	97	55 372 769
2015	65		73	43 314 121	81	2 711 174	90	1 411 609	98	47 436 904
2016	66		74	42 564 306	82	2 719 039	91	1 426 049	99	46 709 394
2017	67		75	36 406 886	83	2 727 010	92	1 465 479	100	40 599 375
2018	68		76	34 731 665	84	2 735 090	93	2 930 475	101	40 397 230
2019 et +	69		77	176 969 469	85	47 109 302	94	10 926 320	102	235 005 091
	70		78	383 861 414	86	60 705 027	95	20 954 322	103	465 520 763
Intérêts et frais accessoires					87	(26 356 364)			104	(26 356 364)
	71		79	383 861 414	88	34 348 663	96	20 954 322	105	439 164 399

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2013	2012
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(404 680 923)	(389 867 784)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(32 187 805)	
Autres	108		
	109	(436 868 728)	(389 867 784)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	95 828 593	138	11 786 320	165	857 165	192	106 757 748
Eaux usées	111	172 565 724	139	17 183 644	166	1 812 707	193	187 936 661
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	373 275 869	140	18 367 744	167	1 083 381	194	390 560 232
Autres	113	133 592 035	141	7 752 433	168	72 729	195	141 271 739
Réseau d'électricité	114	233 050 835	142	18 672 597	169	196 115	196	251 527 317
Bâtiments	115	161 747 406	143	7 584 442	170	1 803 325	197	167 528 523
Améliorations locatives	116	1 445 186	144		171	(91 506)	198	1 536 692
Véhicules	117	75 204 126	145	8 641 040	172	674 555	199	83 170 611
Ameublement et équipement de bureau	118	29 390 329	146	5 836 740	173	308 124	200	34 918 945
Machinerie, outillage et équipement divers	119	77 706 748	147	1 853 579	174	260 102	201	79 300 225
Terrains	120	24 063 982	148	1 001 029	175	155	202	25 064 856
Autres	121	5 648 576	149	677 322	176	(1 489 623)	203	7 815 521
	122	1 383 519 409	150	99 356 890	177	5 487 229	204	1 477 389 070
Immobilisations en cours	123	42 826 859	151	1 523 050	178	4 983 755	205	39 366 154
	124	1 426 346 268	152	100 879 940	179	10 470 984	206	1 516 755 224
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	36 206 260	153	2 663 275	180	857 165	207	38 012 370
Eaux usées	126	64 763 704	154	4 688 993	181	1 812 707	208	67 639 990
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	121 071 759	155	11 437 443	182	715 036	209	131 794 166
Autres	128	49 461 910	156	4 847 869	183	721 360	210	53 588 419
Réseau d'électricité	129	72 183 211	157	7 137 229	184	196 115	211	79 124 325
Bâtiments	130	43 880 415	158	4 254 634	185	191 581	212	47 943 468
Améliorations locatives	131	922 572	159	93 373	186	(6 878)	213	1 022 823
Véhicules	132	35 507 801	160	6 084 949	187	804 482	214	40 788 268
Ameublement et équipement de bureau	133	15 329 756	161	3 439 608	188	307 602	215	18 461 762
Machinerie, outillage et équipement divers	134	55 948 263	162	4 635 496	189	322 631	216	60 261 128
Autres	135	2 511 564	163	429 907	190	147 092	217	2 794 379
	136	497 787 215	164	49 712 776	191	6 068 893	218	541 431 098
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	928 559 053					219	975 324 126
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	36 522 250	223		225		227	36 522 250
Amortissement cumulé	221	(3 091 300)	224	(927 025)	226	( )	228	(4 018 325)
Valeur comptable nette	222	33 430 950					229	32 503 925

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 959 649	413 306
Immeubles industriels municipaux	231	4 818 270	2 767 522
Autres	232		
	233	6 777 919	3 180 828
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	6 777 919	3 180 828
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	1 301 217	452 897
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	1 301 217	452 897
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu d'un protocole d'entente avec des partenaires dans le domaine de la santé et de l'éducation débutant le 1er janvier 2006, la Ville s'est engagée à verser un montant maximal de 19 millions $ entre 2007 et 2021 sur la base de compensation de taxes, de dons ou d'investissements dans la réalisation de projets d'infrastructures des institutions membres du partenariat. Le montant versé selon cette entente au 31 décembre 2013 est de 6 579 379 $ (4 932 508 $ en 2012).

La Ville s'est engagée en vertu de contrats de location de locaux administratifs et d'équipements échéant jusqu'en 2018 à verser des loyers totalisant 1 308 814 $. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 638 912 $ en 2014, à 456 073 $ en 2015, à 134 698 $ en 2016, 77 331 $ en 2017 et à 1 800 $ en 2018.

En vertu d'une convention, la Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 298 660 $ à un organisme pour l'assister dans le remboursement de 50 % d'un emprunt de 597 320 $ consenti pour la rénovation d'un aréna. Cette contribution sera versée sur une période de dix ans jusqu'en 2020, majorée des intérêts. Au 31 décembre 2013, l'engagement de la Ville est de 222 762 $ plus les intérêts.

En vertu d'une convention, la Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 900 000 $ à un organisme dans le cadre d'un projet conditionnellement à l'obtention par l'organisme des sommes nécessaires à la réalisation complète du projet basé sur un coût estimé de 3 075 000 $.Cette contribution est versée sur une période de 5 ans jusqu'en 2016. Au 31 décembre 2013, le solde de cet engagement s'élève à 540 000 $.

En vertu du programme AccèsLogis, la Ville s'est engagé à verser en 2014 une participation d'un montant de 1 167 074 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

La Ville, dans le cours normal de ses activités, s'est engagée envers différents entrepreneurs par contrats échéant jusqu'en 2030 pour les services suivants:

Achat d'essence, de gaz naturel et de combustibles	4 617 233 $
Collecte, traitement et enfouissement des matières résiduelles	11 174 034 $
Exploitation de la station d'épuration et réseaux d'égoût	24 975 931 $
Camions et fournitures pour la collecte de matières résiduelles	607 371 $
Achat de compteurs électroniques	321 618 $
Assurances	280 680 $
Entretien des bâtiments	1 748 334 $
Services informatiques et équipements	3 694 109 $
Location d'heures pour la pratique de sports de glace	6 829 604 $
Achat habillement SPCI	431 589 $
Honoraires professionnels en urbanisme	227 252 $
Réfection de centrales, équipements et entretien du réseau d'électricité	10 931 593 $
Service de surveillance et d'émission de constats d'infraction	2 739 809 $
Service de gestion - Ressource humaines	145 416 $
Services téléphoniques	4 934 247 $
Camions pour sécurité incendie	282 740 $
Travaux d'infrastructure, équipements et entretien du réseau routier	16 127 014 $
Déneigement, équipements et fournitures d'abrasifs	5 298 579 $
Gestion des stationnements	512 908 $
Utilisation de machinerie externe	1 266 339 $
Gestion et entreposage des archives	551 792 $
Honoraires professionnels en évaluation foncière	2 570 218 $
Achats de véhicules	120 310 $
Formation Nicolet Service de police	125 099 $
Frais de postes, d'envois postaux	2 491 860 $
Système d'adduction, usine de traitement de l'eau potable et aqueduc	3 173 211 $
Transport et traitement de matières organiques	3 423 793 $
Services pour le transport urbain	4 043 000 $

La Ville, par l'entremise de Sherbrooke Innopole, s'est engagée à verser des contributions de 286 000 $ au cours des prochains exercices.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes ne faisant pas partie de son périmètre comptable pour un montant maximal de 10 271 702 $. Au 31 décembre 2013, le solde de ces emprunts s'élève à 7 618 842 $. Advenant que la Ville doive débourser ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

La Ville, par l'entremise de Sherbrooke Innopole, a garanti la dette de certaines entreprises en vertu du programme du Fonds local d'investissement. Le risque maximal en vertu de ces cautions est de 142 935 $. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le montant du règlement final de ces garanties. Advenant que l'organisme doive débourser ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

b) Auto-assurance

La Ville assume une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, la Ville s'est créée une réserve financière et celle-ci s'élève à 911 404 $ au 31 décembre 2013 (2 000 000 $ en 2012).

c) Poursuites

Au 31 décembre 2013, les réclamations en justice en instance contre la Ville s'élèvent à environ 6 635 463 $. La Ville conteste ces réclamations. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités supérieur à la provision serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville mène ses activités en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, sauf pour le coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

Une réduction de couverture de soins médicaux de retraités futurs est survenue au cours de l'année 2012, affectant les avantages complémentaires de retraite. Or cette modification n'avait pas été considérée dans la détermination du passif actuariel lors de la production du rapport financier 2012.
La direction de la Ville de Sherbrooke s'est aperçue de l'erreur en 2013 et a procédé à la correction de l'anomalie de 4 907 800 $ en 2013. La Ville a corrigé les avantages sociaux futurs de façon rétroactive et a retraité les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 afin de refléter cette correction. Ce retraitement a eu pour effet de diminuer les postes suivants:

État de la situation financière	
Actifs financiers nets (dette nette)	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(4 907 800)
Excédent (déficit) accumulé	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(4 907 800)

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Fonds de roulement

Le fonds de roulement est composé des sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement de biens en immobilisations. Les remboursements de ces emprunts doivent être effectués sur une période maximale de dix (10) ans et se feront à même les activités financières de fonctionnement. La Ville a un fonds de roulement autorisé de 27 381 350 $.

24. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,15 % à 1,5 % et échéant en 2014.

25. Flux de trésorerie

	Réalisations 2013			2012
	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total	
-Modification comptable note 3	17 205 961	8 386 034	25 591 995	-
-Baisse de valeur de prêts		239 826	239 826	410 072
	17 205 961	8 625 860	25 831 821	410 072

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Flux de trésorerie

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	20 196 756	17 410 218
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	59 945 569	26 974 284
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3	(137 306 611)	(49 545 846)
Financement des investissements en cours	4	(20 011 717)	(24 852 182)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	631 699 840	580 278 508
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	554 523 837	550 264 982

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus des anciennes villes	8	484 800	512 600
- Équilibre budgétaire	9	6 800 000	9 061 950
- Réclamation d'assurances	10	3 000 000	
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	10 284 800	9 574 550
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Surplus des org.contrôlés	18	1 525 000	1 527 300
-	19		
-	20		
	21	1 525 000	1 527 300
Réserves financières			
- auto-assurance	22	911 404	2 000 000
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	911 404	2 000 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	289 971	353 698
Fonds parcs et terrains de jeux	29	316 344	282 951
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	1 272 041	1 386 857
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	77 376	68 204
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	6 320 150	7 812 504
Financement des activités de fonctionnement	33	30 734	
Autres			
- Fonds d'amortissement	34	3 862 563	3 200 801
- Règl SHQ 347	35	33 529	15 608
- Fonds réservés FLI-Innoplole	36	786 607	751 811
- Régimes de retraite	37	34 235 050	
	38	47 224 365	13 872 434
	39	59 945 569	26 974 284

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41	(239 690)	(335 583)
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	42	(23 753 000)	(26 744 000)
Régimes non capitalisés	43	(1 204 100)	(1 322 700)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44	(8 765 841)	(7 406 163)
Autres	45	(5 071 300)	(5 493 900)
Régimes non capitalisés	46	(21 300)	(266 500)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47	(7 486 000)	(7 880 000)
Autres			
- Paiement de transfert-capital	48	((347 347))	( )
-	49	( )	( )
	50	(46 193 884)	(49 448 846)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51	(91 112 727)	(97 000)
	52	(137 306 611)	(49 545 846)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	43 156 374	29 562 907
Investissements à financer	54	(63 168 091)	(54 415 089)
	55	(20 011 717)	(24 852 182)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	56	975 324 126	928 559 053
Propriétés destinées à la revente	57	6 777 919	3 180 828
Prêts	58	679 581	974 986
Placements à titre d'investissement	59	1 066 402	1 005 824
Participations dans des entreprises municipales	60		
	61	983 848 028	933 720 691
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	62	436 500 732	367 484 349
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	2 663 667	1 813 468
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64	(8 502 577)	(32 989 834)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65	(78 513 634)	( )
	66	352 148 188	336 307 983
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67		17 134 200
	68	352 148 188	353 442 183
	69	631 699 840	580 278 508

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	3	2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	(25 264 019)	(33 317 841)
Charge de l'exercice	5	(17 962 420)	(18 855 420)
Cotisations versées par l'employeur	6	63 616 700	26 909 242
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	20 390 261	(25 264 019)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	467 374 000	378 136 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	(509 140 000)	(461 314 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(41 766 000)	(83 177 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	62 156 261	57 913 681
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	20 390 261	(25 264 019)
Provision pour moins-value	13	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	20 390 261	(25 264 019)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	467 374 000	378 136 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	(509 140 000)	(461 314 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	(41 766 000)	(83 177 700)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	19 426 800	18 558 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		
	21	19 426 800	18 558 400
Cotisations salariales des employés	22	(9 482 700)	(8 889 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( )	( )
	24	9 944 100	9 668 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	4 636 620	4 286 620
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	14 580 720	13 955 420
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	27 641 900	26 161 000
Rendement espéré des actifs	34	(24 260 200)	(21 261 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	3 381 700	4 900 000
Charge de l'exercice	36	17 962 420	18 855 420

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	34 044 600	13 322 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(24 260 200)	(21 261 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	9 784 400	(7 938 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41	20 682 500	20 132 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	496 669 850	388 730 957
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54		55		56	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	57	(1 589 200)	(6 234 000)
Charge de l'exercice	58	(198 700)	((4 109 800))
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	562 500	535 000
Passif à la fin de l'exercice	60	(1 225 400)	(1 589 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(1 366 400)	(1 822 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	141 000	232 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(1 225 400)	(1 589 200)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	182 600	182 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		(4 377 600)
	66	182 600	(4 195 600)
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( )	( )
	68	182 600	(4 195 600)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	(40 900)	17 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	141 700	(4 177 800)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	57 000	68 000
Charge de l'exercice	77	198 700	(4 109 800)
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79	16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	6 288	5 254

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 [X] Oui 93 [ ] Non

		2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	24	23

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2013	2012
Cotisations des élus au RREM	95	62 842	64 287
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	211 778	216 647
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98	211 778	216 647

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dette à long terme	1	414 224 817
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	59 867 422
Activités de fonctionnement à financer	3	12 173 872
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	44 225 091
Débiteurs	8	8 313 928
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	25 572 608
Autres montants	10	150 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	32 406 207
Autres		
- Act.invest.surfinancées	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	375 598 277
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	21 030 558
Endettement net à long terme	16	396 628 835
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	396 628 835
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	396 628 835
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	108 760 869

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	142 842 100	143 727 150	143 727 150	137 227 357
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	142 842 100	143 727 150	143 727 150	137 227 357
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	10 991 200	11 091 338	11 091 338	9 991 619
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	16 952 950	17 039 322	17 039 322	16 251 709
Matières résiduelles	13				
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		726 020	726 020	718 470
Service de la dette	18	1 621 400	1 702 405	1 702 405	1 911 482
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		2 441	2 441	
	21	29 565 550	30 561 526	30 561 526	28 873 280
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	29 565 550	30 561 526	30 561 526	28 873 280
	26	172 407 650	174 288 676	174 288 676	166 100 637

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	1 240 800	1 219 065	1 219 065	1 243 929
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31	1 240 800	1 219 065	1 219 065	1 243 929
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	6 008 200	5 944 918	5 944 918	6 200 839
Cégeps et universités	33	8 411 100	8 457 429	8 457 429	8 433 620
Écoles primaires et secondaires	34	3 667 600	3 670 960	3 670 960	3 693 846
	35	18 086 900	18 073 307	18 073 307	18 328 305
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	19 327 700	19 292 372	19 292 372	19 572 234
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	488 300	462 371	462 371	540 151
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44	488 300	462 371	462 371	540 151
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49	475 400	653 977	590 044	524 168
	50	475 400	653 977	590 044	524 168
	51	20 291 400	20 408 720	20 344 787	20 636 553

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52	16 100	16 105	16 105	21 006
Sécurité publique					
Police	53	591 800	699 457	699 457	1 131 058
Sécurité incendie	54		166 418	166 418	30 400
Sécurité civile	55				
Autres	56				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	22 000	21 624	21 624	21 624
Enlèvement de la neige	58				
Autres	59				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60			3 410 314	1 374 586
Transport adapté	61			2 765 824	2 727 366
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64	60 200	60 166	60 166	65 717
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67				
Réseau de distribution de l'eau potable	68				
Traitement des eaux usées	69	664 000	615 816	615 816	837 107
Réseaux d'égout	70				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71			2 110	2 764
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72	1 488 000	1 655 000	1 655 000	1 653 427
Tri et conditionnement	73			508 228	1 619 817
Autres	74				
Autres	75	1 300 000	1 799 386	1 799 386	1 375 500
Cours d'eau	76		58 035	58 035	58 035
Protection de l'environnement	77	15 400	101 022	113 812	101 031
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79	360 000	418 333	418 333	42 325
Sécurité du revenu	80	155 000	37 722	37 722	86 976
Autres	81	13 900	754 455	754 455	1 007 418
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83	130 750	277 364	277 364	799 098
Promotion et développement économique	84	1 439 250	1 328 172	1 382 605	1 346 434
Autres	85	20 000		86 030	138 348
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	85 650	128 006	128 006	32 061
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	364 400	(864 660)	(864 660)	367 200
Autres	88	234 400	129 916	129 916	266 929
Réseau d'électricité	89				
	90	6 960 850	7 402 337	14 242 066	15 106 227

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91		(237 652)	(237 652)	
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96		(481 739)	(481 739)	439 000
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99			(7 543 550)	2 000 253
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103		(1 470 998)	(1 470 998)	19 050
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		5 381 661	5 381 661	1 448 870
Réseau de distribution de l'eau potable	107		193 168	193 168	365 605
Traitement des eaux usées	108	553 000	656 833	656 833	233 780
Réseaux d'égout	109	6 196 000	5 044 857	5 044 857	7 876 412
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121		(383 047)	(383 047)	
Rénovation urbaine	122		(97 356)	(97 356)	
Promotion et développement économique	123		(169 352)	(169 352)	52 852
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125		(7 744 963)	(7 744 963)	
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127		(1 580 200)	(1 580 200)	
Réseau d'électricité	128				
	129	6 749 000	(888 788)	(8 432 338)	12 435 822

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal	130				
Péréquation	131				
Réorganisation municipale	132				
Neutralité	133	22 500	22 534	22 534	22 534
Diversification des revenus	134				
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	7 732 700	8 169 097	8 169 097	7 540 192
Programme d'aide financière aux MRC	136				
Autres	137				
	138	7 755 200	8 191 631	8 191 631	7 562 726
TOTAL DES TRANSFERTS	139	21 465 050	14 705 180	14 001 359	35 104 775

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
	143				
Sécurité publique					
Police	144	35 500	38 088	38 088	37 043
Sécurité incendie	145	76 100	52 792	52 792	51 965
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148	111 600	90 880	90 880	89 008
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157				
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159			141 170	473 545
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160	30 000			
Tri et conditionnement	161		15 537	15 537	34 231
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	30 000	15 537	156 707	507 776
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176	13 050	13 035	13 035	14 087
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179	13 050	13 035	13 035	14 087
Réseau d'électricité	180				
	181	154 650	119 452	260 622	610 871

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	663 700	636 175	636 175	619 315
Sécurité publique	183	1 149 600	592 454	592 454	492 808
Transport					
Réseau routier	184	2 217 050	2 544 257	2 544 257	2 512 050
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			8 917 078	8 812 039
Transport adapté	186			481 703	447 686
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189	8 200			
Hygiène du milieu	190	275 600	1 158 394	3 322 232	2 532 045
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	79 000	1 069 397	2 343 572	2 284 394
Loisirs et culture	193	1 378 100	1 539 525	3 385 647	3 208 023
Réseau d'électricité	194	147 701 400	153 675 870	153 520 736	144 234 683
	195	153 472 650	161 216 072	175 743 854	165 143 043
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	153 627 300	161 335 524	176 004 476	165 753 914
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	884 750	1 076 885	1 076 885	1 310 469
Droits de mutation immobilière	198	7 374 400	6 446 207	6 446 207	7 614 088
Droits sur les carrières et sablières	199		535 184	535 184	1 210 827
Autres	200				
	201	8 259 150	8 058 276	8 058 276	10 135 384
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	6 477 500	6 011 433	6 011 433	6 121 762
INTÉRÊTS	203	1 250 000	1 502 254	1 684 831	1 789 571
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	220 000	1 807 029	1 772 770	(50 139)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		2 448 746	823 477	2 085 095
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207		16 795 150	16 795 150	12 085 325
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			2 686 728	2 654 459
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres	210	175 000	1 749 803	2 804 005	522 298
	211	395 000	22 800 728	24 882 130	17 297 038

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	3 028 050	2 781 832		2 781 832	2 781 832	2 661 260
Application de la loi	2	3 024 700	2 823 178		2 823 178	2 823 178	2 547 001
Gestion financière et administrative	3	16 750 650	16 472 808		16 472 808	16 467 514	15 226 233
Greffe	4	2 594 550	2 586 643		2 586 643	2 586 643	1 568 362
Évaluation	5	1 894 300	1 765 133		1 765 133	1 765 133	1 682 982
Gestion du personnel	6	4 470 050	4 195 027		4 195 027	4 195 027	4 097 026
Autres	7	4 365 900	3 632 682	2 171 842	5 804 524	5 549 797	5 705 056
	8	36 128 200	34 257 303	2 171 842	36 429 145	36 169 124	33 487 920
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	34 427 250	32 940 050	2 151 274	35 091 324	35 091 324	34 233 260
Sécurité incendie	10	18 047 400	16 356 122	785 171	17 141 293	17 141 293	19 230 238
Sécurité civile	11	62 500	158 234	12 766	171 000	171 000	452 733
Autres	12	1 322 600	1 247 401		1 247 401	1 247 401	1 204 127
	13	53 859 750	50 701 807	2 949 211	53 651 018	53 651 018	55 120 358
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	11 682 650	11 421 650	12 824 766	24 246 416	24 246 416	22 083 844
Enlèvement de la neige	15	12 172 350	11 948 035	641 621	12 589 656	12 589 656	10 042 348
Éclairage des rues	16	3 434 200	3 009 311	132 135	3 141 446	3 141 446	3 002 671
Circulation et stationnement	17	2 095 350	2 341 085	533 093	2 874 178	2 874 178	2 477 730
Transport collectif							
Transport en commun	18	14 059 550	14 102 288	4 418	14 106 706	32 120 863	30 956 808
Transport aérien	19	242 500	183 108	89 666	272 774	272 774	278 736
Transport par eau	20						
Autres	21	3 300 000	1 891 209		1 891 209	1 891 209	1 573 676
	22	46 986 600	44 896 686	14 225 699	59 122 385	77 136 542	70 415 813

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 867 950	1 998 984	443 991	2 442 975	2 442 975	2 415 529
Réseau de distribution de l'eau potable	24	4 422 000	5 036 665	2 258 778	7 295 443	7 295 443	7 315 453
Traitement des eaux usées	25	5 807 650	5 491 205	4 542 816	10 034 021	10 020 727	10 134 084
Réseaux d'égout	26	3 435 800	3 518 599	3 495 847	7 014 446	7 012 422	6 282 821
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 722 850	1 091 669	479 010	1 570 679	4 216 814	1 698 169
Élimination	28	3 587 200	2 926 703	124 191	3 050 894	1 966 783	3 925 370
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	3 042 800	2 676 702	237 962	2 914 664	2 914 664	2 903 910
Tri et conditionnement	30	632 000	582 889		582 889	1 012 310	821 272
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 336 800	974 535		974 535	974 535	2 351 429
Traitement	32	1 504 800	1 252 719		1 252 719	1 202 608	1 241 801
Matériaux secs	33	59 900	7 833		7 833	7 833	8 353
Autres	34	2 455 850	2 516 225		2 516 225	2 338 207	2 462 166
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37			92 233	92 233	92 233	90 731
Protection de l'environnement	38	343 600	990 791	720 070	1 710 861	1 708 628	2 302 709
Autres	39	238 850	1 280 117	36 555	1 316 672	1 316 672	1 305 868
	40	30 458 050	30 345 636	12 431 453	42 777 089	44 522 854	45 259 665
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	2 682 600	3 271 699		3 271 699	3 271 699	3 095 615
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	190 900	116 160	71 669	187 829	187 829	238 519
	44	2 873 500	3 387 859	71 669	3 459 528	3 459 528	3 334 134
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	7 387 050	6 582 944	853 427	7 436 371	7 436 371	7 445 690
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		24 519	258 327	282 846	282 846	519 384
Autres biens	47	1 763 100	1 361 664		1 361 664	1 361 664	1 763 366
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 484 650	4 524 649	895 908	5 420 557	5 702 896	5 880 799
Tourisme	49	3 462 350	4 303 043		4 303 043	5 380 893	5 057 717
Autres	50						
Autres	51	198 600	2 149 467	34 020	2 183 487	827 919	773 218
	52	17 295 750	18 946 286	2 041 682	20 987 968	20 992 589	21 440 174

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 132 100	1 224 453		1 224 453	1 224 453	1 219 449
Patinoires intérieures et extérieures	54	5 565 650	5 676 813		5 676 813	5 676 813	5 787 469
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 567 300	1 550 379		1 550 379	1 550 379	1 377 989
Parcs et terrains de jeux	56	7 113 300	8 475 647		8 475 647	8 475 647	8 108 286
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	355 050	316 690		316 690	316 690	226 981
Autres	59	11 744 550	10 171 009	3 521 753	13 692 762	13 691 196	12 206 985
	60	28 477 950	27 414 991	3 521 753	30 936 744	30 935 178	28 927 159
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	3 585 250	3 416 972	153 014	3 569 986	3 569 986	3 524 432
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	164 050	178 830		178 830	178 830	165 399
Autres ressources du patrimoine	64	34 750	36 685		36 685	36 685	35 768
Autres	65	2 832 150	3 158 333	309 545	3 467 878	5 311 163	4 905 579
	66	6 616 200	6 790 820	462 559	7 253 379	9 096 664	8 631 178
	67	35 094 150	34 205 811	3 984 312	38 190 123	40 031 842	37 558 337
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	111 094 550	118 441 453	7 137 230	125 578 683	125 578 683	116 063 887
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	14 796 350	13 957 375		13 957 375	14 671 441	14 637 349
Autres frais	70	1 016 300	943 748		943 748	965 784	719 401
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 800 000	2 881 700		2 881 700	3 438 700	5 126 002
Autres	72	1 528 300	360 860		360 860	399 008	1 449 486
	73	19 140 950	18 143 683		18 143 683	19 474 933	21 932 238
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	31 598 600	45 013 098	(45 013 098)			

24-3

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Sherbrooke (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Claude Cournoyer CPA, auditeur, CGA, MBA

DATE 2014-06-02

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	175 839 050
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	982 767		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	154 303		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8	413 304		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	1 550 374
Revenus de taxes			11	174 288 676

Déposé le "2014-06-19"

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	174 288 676
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	413 304
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	930 881
Total partiel			4	175 632 861
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	24 681 946		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	726 020		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	25 407 966
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	150 224 895

Déposé le "2014-06-19"

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée[1], au 1er janvier 2013[2]	1	12 936 249 800
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée[1], au 31 décembre 2013[2]	2	13 132 130 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	13 034 190 100

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL[3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	150 224 895
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	13 034 190 100
Taux global de taxation réel de 2013	6	1 , 1525 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1er janvier 2013[2]	7	
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013[2]	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

Déposé le "2014-06-19"

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	100 000	9 022 319	9 022 319	2 880 511
Usines de traitement de l'eau potable	2		14 834 306	14 834 306	1 556 454
Usines et bassins d'épuration	3	10 005 000	1 686 675	1 686 675	289 717
Conduites d'égout	4	4 016 000	14 812 208	14 812 208	14 362 813
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	100 000		3 047 569	559 582
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 780 000	22 984 264	22 984 264	16 750 449
Ponts, tunnels et viaducs	7	480 000	494 382	494 382	363 345
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9	805 000	87 911	87 911	2 158 931
Parcs et terrains de jeux	10	2 000 000	2 255 063	2 255 063	5 047 248
Autres infrastructures	11	3 680 000	1 841 063	1 841 063	199 123
Réseau d'électricité	12	10 454 000	14 638 512	14 638 512	12 854 481
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	5 851 200	1 715 101	1 844 087	1 551 343
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 135 200	1 264 162	1 264 162	5 012 374
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			1 713 798	2 253 075
Autres	17	4 722 500	5 659 138	6 467 091	4 054 372
Ameublement et équipement de bureau	18	1 255 500	1 397 792	1 514 293	1 173 082
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 000	553 193	927 902	1 461 517
Terrains	20	1 350 000	733 552	779 552	649 111
Autres	21			664 783	953 107
	22	73 759 400	93 979 641	100 879 940	74 130 635

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		5 767 453	5 767 453	226 495
Usines de traitement de l'eau potable	24		14 834 306	14 834 306	1 556 454
Usines et bassins d'épuration	25		1 650 082	1 650 082	289 717
Conduites d'égout	26		9 472 188	9 472 188	9 812 997
Autres infrastructures	27		9 324 985	9 324 985	6 986 528
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28		3 254 866	3 254 866	2 654 016
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30		36 593	36 593	
Conduites d'égout	31		5 340 020	5 340 020	4 549 816
Autres infrastructures	32		18 337 698	21 385 267	18 092 150
Autres immobilisations	33		25 961 450	29 814 180	29 962 462
	34		93 979 641	100 879 940	74 130 635

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	311 540 455	113 384 650	41 063 691	383 861 414
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	18 132 413		1 158 459	16 973 954
Organismes municipaux	4	2 737 050		415 850	2 321 200
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	35 141 346		792 684	34 348 662
Autres	6	1 746 553	187 566	274 950	1 659 169
	7	369 297 817	113 572 216	43 705 634	439 164 399
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	12 251 309	36 479 851	3 082 296	45 648 864
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	25 651 510	2 049 721	5 775 818	21 925 413
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	298 405 164	62 316 078	30 168 849	330 552 393
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	336 307 983	100 845 650	39 026 963	398 126 670
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	31 760 620	(21 419 642)	2 619 920	7 721 058
Organismes municipaux	17	557 613		385 183	172 430
Autres tiers	18	491 601	187 566	220 078	459 089
	19	32 809 834	(21 232 076)	3 225 181	8 352 577
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	180 000		30 000	150 000
	21	32 989 834	(21 232 076)	3 255 181	8 502 577
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22		33 958 642	1 423 490	32 535 152
Prêts	23				
Autres	24				
	25	32 989 834	12 726 566	4 678 671	41 037 729
	26	369 297 817	113 572 216	43 705 634	439 164 399
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
	28	369 297 817	113 572 216	43 705 634	439 164 399

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	14 059 550	14 102 298		
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	532 400	542 773		
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	14 591 950	14 645 071		

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	203,70	35,00	19 067 936	5 341 153	24 409 089
Professionnels	2	7,50	33,75	484 967	49 445	534 412
Cols blancs	3	472,80	33,75	22 612 919	6 334 146	28 947 065
Cols bleus	4	646,70	40,00	31 185 594	8 735 453	39 921 047
Policiers	5	228,30	40,00	18 305 189	5 127 500	23 432 689
Pompiers	6	144,10	42,00	10 117 890	2 834 140	12 952 030
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 703,10		101 774 495	28 421 837	130 196 332
Élus	9	24,00		1 471 295	428 217	1 899 512
	10	1 727,10		103 245 790	28 850 054	132 095 844

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		1 557 505	3 824 156	5 381 661
Réseau de distribution de l'eau potable	13		(1 138 029)	1 331 197	193 168
Traitement des eaux usées	14	615 816	189 741	467 092	1 272 649
Réseaux d'égout	15		298 226	4 746 631	5 044 857
Autres	16	14 978 152	(12 002 195)	(163 112)	2 812 845
	17	15 593 968	(11 094 752)	10 205 964	14 705 180

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	2 823 178	27		53	2 823 178	79	203 948	105	2 619 230	131	
Évaluation	2	1 765 133	28		54	1 765 133	80	195 733	106	1 569 400	132	
Autres	3	29 668 992	29	2 171 842	55	31 840 834	81	236 494	107	31 604 340	133	787 902
	4	34 257 303	30	2 171 842	56	36 429 145	82	636 175	108	35 792 970	134	787 902
Sécurité publique												
Police	5	32 940 050	31	2 151 274	57	35 091 324	83	332 507	109	34 758 817	135	780 440
Sécurité incendie	6	16 356 122	32	785 171	58	17 141 293	84	350 828	110	16 790 465	136	284 845
Sécurité civile	7	158 234	33	12 766	59	171 000	85		111	171 000	137	4 631
Autres	8	1 247 401	34		60	1 247 401	86		112	1 247 401	138	
	9	50 701 807	35	2 949 211	61	53 651 018	87	683 335	113	52 967 683	139	1 069 916
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	11 421 650	36	12 824 766	62	24 246 416	88	344 359	114	23 902 057	140	4 652 576
Enlèvement de la neige	11	11 948 035	37	641 621	63	12 589 656	89	295 987	115	12 293 669	141	232 768
Autres	12	5 350 396	38	665 228	64	6 015 624	90	1 903 911	116	4 111 713	142	241 332
Transport collectif	13	14 285 396	39	94 084	65	14 379 480	91		117	14 379 480	143	1 603
Autres	14	1 891 209	40		66	1 891 209	92		118	1 891 209	144	32 529
	15	44 896 686	41	14 225 699	67	59 122 385	93	2 544 257	119	56 578 128	145	5 160 808
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 998 984	42	443 991	68	2 442 975	94		120	2 442 975	146	161 071
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 036 665	43	2 258 778	69	7 295 443	95	29 350	121	7 266 093	147	819 441
Traitement des eaux usées	18	5 491 205	44	4 542 816	70	10 034 021	96	55 529	122	9 978 492	148	1 648 045
Réseaux d'égout	19	3 518 599	45	3 495 847	71	7 014 446	97	831 510	123	6 182 936	149	1 268 225
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	4 018 372	46	603 201	72	4 621 573	98	23 973	124	4 597 600	150	218 830
Matières recyclables	21	8 010 903	47	237 962	73	8 248 865	99	146 739	125	8 102 126	151	86 328
Autres	22		48		74		100	86 830	126	(86 830)	152	
Cours d'eau	23		49	92 233	75	92 233	101		127	92 233	153	33 460
Protection de l'environnement	24	990 791	50	720 070	76	1 710 861	102		128	1 710 861	154	261 227
Autres	25	1 280 117	51	36 555	77	1 316 672	103		129	1 316 672	155	13 261
	26	30 345 636	52	12 431 453	78	42 777 089	104	1 173 931	130	41 603 158	156	4 509 888

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+		=		-		=			
Santé et bien-être												
Logement social	157	3 271 699	172		187	3 271 699	202		217	3 271 699	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	116 160	174	71 669	189	187 829	204		219	187 829	234	26 000
	160	3 387 859	175	71 669	190	3 459 528	205		220	3 459 528	235	26 000
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	6 582 944	176	853 427	191	7 436 371	206	150 207	221	7 286 164	236	309 607
Rénovation urbaine	162	1 386 183	177	258 327	192	1 644 510	207	41 730	222	1 602 780	237	93 716
Promotion et développement économique	163	8 827 692	178	895 908	193	9 723 600	208	877 461	223	8 846 139	238	325 018
Autres	164	2 149 467	179	34 020	194	2 183 487	209		224	2 183 487	239	12 342
	165	18 946 286	180	2 041 682	195	20 987 968	210	1 069 398	225	19 918 570	240	740 683
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	27 414 991	181	3 521 753	196	30 936 744	211	1 347 643	226	29 589 101	241	1 277 624
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 416 972	182	153 014	197	3 569 986	212	204 915	227	3 365 071	242	55 512
Autres	168	3 373 848	183	309 545	198	3 683 393	213		228	3 683 393	243	112 297
	169	34 205 811	184	3 984 312	199	38 190 123	214	1 552 558	229	36 637 565	244	1 445 433
Réseau d'électricité	170	118 441 453	185	7 137 230	200	125 578 683	215	153 675 870	230	(28 097 187)	245	4 403 053
	171	335 182 841	186	45 013 098	201	380 195 939	216	161 335 524	231	218 860 415	246	18 143 663

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Rémunération	1	7 228 839	6 918 391
Charges sociales	2	1 100 504	1 066 765
Biens et services	3	85 123 444	61 829 920
Frais de financement	4		
Autres	5	526 854	50 199
	6	93 979 641	69 865 275

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	10 750 466	16 122 455
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	10 750 466	16 122 455
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	8 318 535	5 743 878
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(2 593 350)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(6 800 000)	(9 061 950)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	418 505	539 433
	11	1 937 040	(5 371 989)
Solde à la fin de l'exercice	12	12 687 506	10 750 466
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	9 574 550	7 381 200
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	9 574 550	7 381 200
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(6 061 950)	(6 818 600)
Activités d'investissement	17	(27 800)	(50 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	6 800 000	9 061 950
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	710 250	2 193 350
Solde à la fin de l'exercice	22	10 284 800	9 574 550
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	14 851 042	14 436 076
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	14 851 042	14 436 076
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	38 763 307	8 838 537
Activités d'investissement	27	(8 290 000)	(8 544 950)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	1 690 504	121 379
	30	32 163 811	414 966
Solde à la fin de l'exercice	31	47 014 853	14 851 042

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(48 170 846)	(54 700 933)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(52 111 179)	4 907 800
Solde redressé au début de l'exercice	34	(100 282 025)	(49 793 133)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(1 359 678)	(1 745 368)
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	(360 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	( )	( )
Autres	40	( )	( )
	41	(1 359 678)	(2 105 368)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(42 509 793)	( )
	43	(43 869 471)	(2 105 368)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	4 096 293	3 727 655
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	4 934 100	
	46	9 030 393	3 727 655
Solde à la fin de l'exercice	47	(135 121 103)	(48 170 846)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(24 119 646)	(16 636 033)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(24 119 646)	(16 636 033)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	9 495 861	(6 822 801)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(418 505)	(539 433)
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(1 690 504)	(121 379)
	55	7 386 852	(7 483 613)
Solde à la fin de l'exercice	56	(16 732 794)	(24 119 646)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	557 917 169	538 609 922
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(47 233 325)	(6 015 966)
Solde redressé au début de l'exercice	59	510 683 844	532 593 956
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	102 756 798	25 323 213
Solde à la fin de l'exercice	63	613 440 642	557 917 169

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER		1	27 381 350
Augmentation			
À même l'excédent de fonctionnement		2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt		4	
		5	27 381 350
Diminution		6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		7	27 381 350

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Solde au 1er janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés				Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement		Activités d'investissement						
Montant non réservé	1		2		3		4		5		6		7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	7 542 924	9		10	33 529	11	1 526 496	12	3 052 845	13		14	6 050 104
	15	7 542 924	16		17	33 529	18	1 526 496	19	3 052 845	20		21	6 050 104

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1	76 989 600	79 718 993	73 516 138
Générale et institutionnelle	2	47 275 400	48 467 157	46 195 453
Industrielle	3	12 942 300	12 575 704	12 587 149
Autres	4	8 765 100	9 915 694	9 077 133
Autres revenus	5	1 729 000	2 998 323	3 012 558
	6	147 701 400	153 675 871	144 388 431
Charges				
Achat d'énergie	7	98 591 000	105 859 925	97 646 936
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9	14 861 550	15 639 025	14 732 610
Autres frais	10	4 358 900	4 295 641	4 175 525
Frais de financement	11	4 322 150	4 403 053	4 635 810
Amortissement des immobilisations	12	4 784 100	7 137 230	6 591 718
	13	126 917 700	137 334 874	127 782 599
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(6 716 900)	(7 353 138)	(7 082 902)
	15	120 200 800	129 981 736	120 699 697
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	27 500 600	23 694 135	23 688 734
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17	4 784 100	7 137 230	6 591 718
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21	4 784 100	7 137 230	6 591 718
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		3 888 819	400 775
Remboursement de la dette à long terme	23	(9 637 250)	(9 635 045)	(9 142 009)
	24	(9 637 250)	(5 746 226)	(8 741 234)
Affectations				
Activités d'investissement	25	(100 000)	(250 000)	(100 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28	(600 450)	(4 026 145)	(682 074)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(460 000)	(224 672)	(113 723)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31	(1 160 450)	(4 500 817)	(895 797)
	32	(6 013 600)	(3 109 813)	(3 045 313)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	21 487 000	20 584 322	20 643 421

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 9150 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 9150 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 9742 $
Catégorie des immeubles industriels	5	2 , 5664 $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	1 , 3725 $
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 8652 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, $
Catégorie des immeubles industriels	12	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	___ , __ $
Égout	2	___ , __ $
Eau et égout	3	___ , __ $
Traitement des eaux usées	4	___ , __ $
Matières résiduelles	5	___ , __ $
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	__ , ____ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Dégrèvement - amortissement annuel	,1465	7	% Fardeau fiscal 2004
Eau - imm. rés. 1 à 4 logements	135,3000	4	
Eau - imm. rés. 5 logements et +	119,1500	4	
Eau - imm. rés. 5 chambres et +	36,5500	4	
Eau - imm. rés. Locaux commerciaux	135,3000	4	
Eau - INR avec compteur-tarif abonnement	40,5000	4	
Eau - INR avec compteur-consommation	,3994	7	du mètre cube
Assainis - imm. rés. 1 à 4 logements	213,7500	4	
Assainis - imm. rés. 5 logements et +	188,7000	4	
Assainis - imm. rés. 5 chambres et +	57,1000	4	
Assainis - imm. rés. Locaux commerciaux	213,7500	4	
Assainis - en milieu rural	70,5500	7	par logement équivalent
Assainis- INR avec compteur-consommation	,4753	7	du mètre cube

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5		6	X		
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	X	8			
Si oui, indiquer les montants suivants :						
a) le montant total versé en 2013	9	865 648 $				
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	2 569 352 $				
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11	X	12			
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :						
a) crédits de taxes	13	982 767 $				
b) autres formes d'aide	14	$				
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15	X	16			
Si oui, indiquer le montant.	17	156 963 $				
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18		19	X		
Si oui, indiquer le montant.	20	$				
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21				22	X

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse	145, rue Wellington Nord (no) (rue)	
	Sherbrooke (Municipalité)	J1H 5C1 (Code postal)
Téléphone	(819) 823-8000 (ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 822-6091 (ind. rég.) (numéro)	
Courriel	finances@ville.sherbrooke.qc.ca	

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom	François Poulette, CPA, CGA, M.A.
Téléphone	(819) 823-8000 (ind. rég.) (numéro)
Télécopieur	(819) 822-6091 (ind. rég.) (numéro)
Courriel	francois.poulette@ville.sherbrooke.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom	Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	
Titre	Cabinet de services professionnels	
Adresse	1802, rue King Ouest (no) (rue)	
	Sherbrooke (Municipalité)	J1J 0A2 (Code postal)
Téléphone	(819) 823-1616 (ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 564-8078 (ind. rég.) (numéro)	
Courriel	annlessard@deloitte.ca	
Responsable du dossier	Annie Lessard CPA Auditeur, CA	

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom	Claude Cournoyer CPA Audiiteur, CGA, MBA	
Titre	Vérificateur général	
Adresse	234, rue Dufferin, bureau 415, C.P.610 (no) (rue)	
	Sherbrooke (Municipalité)	J1H 5H9 (Code postal)
Téléphone	(819) 821-1942 (ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 821-1944 (ind. rég.) (numéro)	
Courriel	claude.cournoyer@ville.sherbrooke.qc.ca	

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , François Poulette, atteste que le rapport financier consolidé de Sherbrooke pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sherbrooke consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sherbrooke détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	4 258 855 $
Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de	1,1525 $

Date et heure de la dernière modification : 2014-09-09 10:25:41

Date de transmission au Ministère : 2014/06/19

Déposé le "2014-06-19"

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Sherbrooke

Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Québec

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	375 621 529	377 424 050	391 841 257	50 768 252	415 503 984
Investissement	2	22 373 832	6 749 000	17 269 534	(7 497 550)	9 771 984
	3	397 995 361	384 173 050	409 110 791	43 270 702	425 275 968
Charges	4	381 297 147	384 530 100	398 339 622	49 783 016	421 017 113
Excédent (déficit) de l'exercice	5	16 698 214	(357 050)	10 771 169	(6 512 314)	4 258 855
Moins : revenus d'investissement	6	(22 373 832)	(6 749 000)	(17 269 534)	((7 497 550))	(9 771 984)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(5 675 618)	(7 106 050)	(6 498 365)	985 236	(5 513 129)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	41 449 903	31 598 600	45 013 098	4 699 678	49 712 776
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	6 902 580	8 217 000	42 509 793	679 907	43 189 700
Remboursement de la dette à long terme	10	(31 581 806)	(35 309 300)	(35 963 777)	(4 501 662)	(40 465 439)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(2 376 129)	(1 107 000)	(4 783 347)	(826 580)	(5 609 927)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 642 224)	1 526 750	(35 437 972)	1 268 101	(34 169 871)
Autres éléments de conciliation	13	667 172	2 180 000	3 479 105	463 496	2 317 332
	14	11 419 496	7 106 050	14 816 900	1 782 940	14 974 571
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 743 878		8 318 535	2 768 176	9 461 442

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012	2013		2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	108 562 530	97 138 622	102 454 408	120 621 120
Autres	2	3 380 801	26 392 673	34 485 221	15 750 541
	3	111 943 331	123 531 295	136 939 629	136 371 661
Passifs					
Dette à long terme	4	342 377 598	411 685 789	436 500 732	367 484 349
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	24 109 170			26 853 219
Autres	6	125 710 966	129 643 394	137 307 625	131 901 877
	7	492 197 734	541 329 183	573 808 357	526 239 445
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(380 254 403)	(417 797 888)	(436 868 728)	(389 867 784)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	890 214 815	934 813 612	975 324 126	928 559 053
Autres	10	10 842 323	14 558 180	16 068 439	11 573 713
	11	901 057 138	949 371 792	991 392 565	940 132 766
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	10 750 466	12 687 506	20 196 756	17 410 218
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	24 425 592	57 299 653	59 945 569	26 974 284
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14	(48 170 846)	(135 121 103)	(137 306 611)	(49 545 846)
Financement des investissements en cours	15	(24 119 646)	(16 732 794)	(20 011 717)	(24 852 182)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	557 917 169	613 440 642	631 699 840	580 278 508
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	520 802 735	531 573 904	554 523 837	550 264 982

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus des anciennes villes	19	484 800	512 600
- Équilibre budgétaire	20	6 800 000	9 061 950
- Réclamation d'assurances	21	3 000 000	
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	10 284 800	9 574 550
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	1 525 000	1 527 300
	30	11 809 800	11 101 850
Réserves financières	31	911 404	2 000 000
Fonds réservés	32	47 224 365	13 872 434
	33	59 945 569	26 974 284

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	166 100 637	172 407 650	174 286 235	174 286 235
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 706 510	20 291 400	20 408 720	20 344 787
Quotes-parts	3				
Transferts	4	16 764 697	14 716 050	15 593 968	22 433 697
Services rendus	5	151 917 938	153 627 300	161 335 524	176 004 476
Autres	6	20 131 747	16 381 650	20 216 810	22 434 789
	7	375 621 529	377 424 050	391 841 257	415 503 984
Investissement					
Taxes	8			2 441	2 441
Quotes-parts	9				
Transferts	10	10 435 569	6 749 000	(888 788)	(8 432 338)
Autres	11	11 938 263		18 155 881	18 201 881
	12	22 373 832	6 749 000	17 269 534	9 771 984
	13	397 995 361	384 173 050	409 110 791	425 275 968

Extrait du rapport financier, page S7

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 894 300	1 765 133		1 765 133	1 765 133	1 682 982
Autres	2	34 233 900	32 492 170	2 171 842	34 664 012	34 403 991	31 804 938
Sécurité publique							
Police	3	34 427 250	32 940 050	2 151 274	35 091 324	35 091 324	34 233 260
Sécurité incendie	4	18 047 400	16 356 122	785 171	17 141 293	17 141 293	19 230 238
Autres	5	1 385 100	1 405 635	12 766	1 418 401	1 418 401	1 656 860
Transport							
Réseau routier	6	29 384 550	28 720 081	14 131 615	42 851 696	42 851 696	37 606 593
Transport collectif	7	14 302 050	14 285 396	94 084	14 379 480	32 393 637	31 235 544
Autres	8	3 300 000	1 891 209		1 891 209	1 891 209	1 573 676
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	15 533 400	16 045 453	10 741 432	26 786 885	26 771 567	26 147 887
Matières résiduelles	10	14 342 200	12 029 275	841 163	12 870 438	14 633 754	15 412 470
Autres	11	582 450	2 270 908	848 858	3 119 766	3 117 533	3 699 308
Santé et bien-être	12	2 873 500	3 387 859	71 669	3 459 528	3 459 528	3 334 134
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	7 387 050	6 582 944	853 427	7 436 371	7 436 371	7 445 690
Promotion et développement économique	14	7 947 000	8 827 692	895 908	9 723 600	11 083 789	10 938 516
Autres	15	1 961 700	3 535 650	292 347	3 827 997	2 472 429	3 055 968
Loisirs et culture	16	35 094 150	34 205 811	3 984 312	38 190 123	40 031 842	37 558 337
Réseau d'électricité	17	111 094 550	118 441 453	7 137 230	125 578 683	125 578 683	116 063 887
Frais de financement	18	19 140 950	18 143 683		18 143 683	19 474 933	21 932 238
Amortissement des immobilisations	19	31 598 600	45 013 098	(45 013 098)			
	20	384 530 100	398 339 622		398 339 622	421 017 113	404 612 526

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3